

Candidats, laissez la BCE tranquille et retroussiez vos manches

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 18 avril 2012

LE PLUS. Ne jamais évoquer la banque centrale européenne, mais la laisser faire: c'était le pacte conclut entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel en novembre dernier à Strasbourg. Mais, au nom de la croissance, Nicolas Sarkozy est revenu sur cette décision. Un retournement irréfléchi qui ne sera pas sans conséquences selon Sylvie Goulard, eurodéputée (MoDem).

Ce n'est pas une question d'économie. C'est une question de respect de la parole donnée. Et de connaissance de l'histoire. "Quelques nations poursuivent leurs rêves, d'autres sont hantées par leurs cauchemars" a écrit le politologue allemand Michael Stürmer en 1996. A tort ou à raison, les Allemands attribuent à l'instabilité monétaire des années 20 une partie de leurs malheurs du XXe siècle.

A ceux qui en doutent, je conseille la lecture du magnifique roman autobiographique "Histoire d'un Allemand" de Sebastian Haffner. Après la seconde guerre mondiale, le D-Mark est né avant même que la République fédérale ne voie le jour. Au milieu des ruines et dans la honte, il a été la première borne sur le chemin de la crédibilité.

Ce D-Mark, qui était la prunelle de leurs yeux, les Allemands l'ont donné à l'Europe, pour créer l'euro, dans des conditions que nous avons acceptées : prima de la stabilité, indépendance totale de la BCE, refus de toute interférence politique dans la politique de taux de change, priorité donnée à la lutte contre l'inflation. Le peuple français a ratifié le traité de Maastricht par référendum.

Quand ils ont eu des difficultés, au début des années 2000, les Allemands n'ont pas remis en cause l'indépendance de la BCE. Ils ont fait des réformes douloureuses: modération salariale, priorité à l'investissement, remise à plat de la protection sociale. Est-ce à dire qu'il est interdit de débattre de la BCE ou de souhaiter qu'elle évolue? Certes non. Mais à trois conditions:

1. Dire la vérité

La BCE a déjà considérablement évolué. Sous l'impulsion de Jean-Claude Trichet puis de son successeur Mario Draghi, des décisions hardies ("non conventionnelles") ont été prises pour juguler la crise: rachat de dette sur le second marché à partir du printemps 2010, octroi de liquidités aux banques, à partir de décembre 2011, si deux membres allemands du conseil des gouverneurs et du directoire ont démissionné en deux ans, ce n'est pas par hasard. On peut être pour ou contre ces décisions mais encore faut-il avoir conscience des changements qu'elles représentent.

L'étape suivante est la construction d'un pouvoir politique démocratique dans la zone euro. Depuis 20 ans, les Français ressassent leur idée, confuse, de "gouvernement économique". Ils veulent un pouvoir européen fort et des institutions faibles. Ils refusent d'ouvrir sérieusement la question du fédéralisme. Cette contradiction n'est pas

tenable. L'enjeu majeur du quinquennat est là. Et personne n'a eu le courage de le dire dans cette campagne.

2. Mesurer les risques

Si les Allemands perdaient confiance dans l'euro et se précipitaient dans leurs banques pour retirer leurs avoirs, ce serait le chaos. Voilà ce que savent les membres du directoire de la BCE. Ils sont à la tête de la banque centrale de 330 millions d'Européens ; ils ne peuvent pas, ils ne doivent pas faire une politique "à la française", n'en déplaise aux candidats à la fonction de président de la République d'un des 17 Etats membres de la zone euro.

Il faut bien mal connaître l'Allemagne et la réalité européenne – ce qui est hélas le cas de la majorité de la classe politique française – pour promettre à la légère révision des traités ou la remise en cause de la BCE! Il faut bien mal respecter les citoyens français pour faire miroiter des solutions inexistantes! Ces dernières semaines, nous avons assisté à un festival de démagogie et d'incompétence, pas à une campagne digne de notre pays.

Les gouvernements de l'Italie et de l'Espagne, pourtant confrontés à de difficultés majeures évitent ce genre de tentation. Lorsque le futur président français fera son entrée au Conseil européen, il sera jugé sur ce qu'il apporte, pas sur ce qu'il prétend obtenir.

3. Faire malgré tout, un peu d'économie

Aux Etats-Unis, la Federal Reserve a eu une politique de taux d'intérêt bas et de dollar faible. Cette approche qui a contribué à nourrir un endettement privé massif, une consommation échevelée, est en partie à l'origine de la crise des subprimes. Les Américains causent, par la domination du dollar et les avantages qu'elle leur procure, de graves déséquilibres mondiaux. Quand les Allemands refusant la facilité, misent sur une croissance fondée sur l'investissement, l'innovation industrielle, l'effort, n'ont-ils pas une approche plus durable?

L'UE a impérativement besoin d'une politique de croissance d'emploi mais elle incombe au premier chef à la Commission et aux gouvernements nationaux. Certaines mesures doivent être prises au niveau européen: au-delà du contrôle de la dette et des déficits, doter l'UE d'un budget permettant, comme aux Etats-Unis, des politiques fédérales contra-cycliques, lutter contre la pauvreté, relancer le marché unique y compris l'harmonisation fiscale, adopter un plan d'investissements et des outils pour les financer.

D'autres politiques relèvent des Etats : en France, réformer d'urgence le marché du travail et la sécurité sociale ainsi que l'éducation, ouvrir les Français aux langues et aux réalités étrangères. En Allemagne, accepter de regarder les déséquilibres macro-économiques, libérer les services et encourager la démographie. Les Allemands n'ont pas n'ont pas raison sur tout, loin de là. Il faut parler avec eux mais occulter leurs performances et leur poids dans le jeu européen ou les braquer, ne mène à rien.

Dans la difficulté, il est humain de chercher des boucs émissaires et des échappatoires. Mais la BCE ne détient ni baguette, ni potion magique. Et quand l'Allemagne met la barre très haut, on préférerait que la France, justement, soit à la hauteur.